

ÉRIC THIROUIN P. 5

« C'est du grand n'importe quoi »



Éric Thirouin, président de l'AGPB et de la chambre d'Agriculture d'Eure-et-Loir, réagit aux Zones de non-traitement (ZNT) que le gouvernement souhaite mettre en place autour des habitations.

REUSSIR



CENTRE ILE-DE-FRANCE horizons

HEBDOMADAIRE RÉGIONAL AGRICOLE ET RURAL
www.horizons-journal.fr

RÉGION

N° 1534 - 19 juillet 2019 - 2,40 €

Un collectif pour dialoguer avec les Français

Des agriculteurs ont créé le collectif « Ici la terre » pour reprendre la communication en main. Une cagnotte en ligne est ouverte afin de financer la création d'un numéro vert pour le grand public. → P. 3

→ Monde

La balance, question de poids

Si les échanges agricoles et agroalimentaires entre la France et les pays tiers se sont stabilisés depuis dix ans, ce n'est pas le cas des échanges entre la France et les pays de l'Union européenne. La balance entre la France et l'UE est passée de + 6,3 milliards d'euros en 2011 à - 294 millions d'euros en 2018. Différentes causes expliquent ce déséquilibre. Les exportations vers les pays voisins de l'UE ne progressent plus aussi vite que les importations depuis ces pays. La concurrence accrue de certaines denrées européennes vient stimuler les importations. La hausse de la consommation française en capte probablement une partie. Le solde commercial agroalimentaire français tous pays du monde confondus est excédentaire, c'est un point positif, mais rien n'est acquis. Selon les économistes, une dégradation du solde commercial est une perte de valeur dont il convient de mesurer le contexte. Quelles sont les causes de ce recul ? Bercy affirme une perte de compétitivité. Sans surprise, le ministère flèche le coût horaire français dans les industries agroalimentaires qui se serait accru. Ensuite, la France est le pays de l'UE où l'indicateur d'exigence environnementale a le plus augmenté entre 2002 et 2012. Rien d'étonnant. Avec l'élargissement envisagé des zones de non traitement, il va sans dire qu'une nouvelle perte de compétitivité y serait corrélée.

AGNÈS LAPLANCHE

EMPLOI P. 6

Employeurs de travailleurs détachés : rappel à l'ordre



SÉCHERESSE P. 3, 5 et 6

Limitation des usages de l'eau

Dans plusieurs départements, des arrêtés préfectoraux ont été pris pour limiter l'usage de l'eau en raison de la sécheresse.

CETA - MERCOSUR P. 4

Action syndicale à l'Assemblée



« N'importons pas l'agriculture que l'on ne veut pas ! » Tel était le slogan de l'action syndicale, qui s'est tenue le 9 juillet devant l'Assemblée nationale, visant à sensibiliser les députés contre les accords du Mercosur et du Ceta.

CAPROGA P. 7

Un plan d'investissements



La Caproga, coopérative céréalière du Loiret, investit 25 millions d'euros. Objectif : mettre en adéquation les outils industriels et la stratégie de l'entreprise.

Actualité nationale

Page 14 **LIBRE-ÉCHANGE** Ceta : des réelles distorsions de concurrence.

Page 15 **CLIMAT** Risques climatiques : le Sénat veut « mieux protéger ».

Page 16 **COMMERCE** Échanges agricoles : l'angoisse de la balance.

Page 17 **FISCALITÉ** Livraisons intracommunautaires : de nouvelles obligations à venir.

L'APPLI MOBILE



1 Téléchargez l'appli Horizons gratuitement sur les stores



2 Découvrez les journaux enrichis accessibles librement

3 Accédez à nos hors-séries



4 Bénéficiez de notre offre complète en vous abonnant

C'est Facile!

J'aime, je m'abonne!